



MAIRIE
Le Clos Faure
38330 Saint-Ismier
Tél : 04.76.52.52.25

DOSSIER DEMANDE DE SUBVENTION 2026

Formulaire unique

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

Fréquence-réurrence	Objet
<input type="checkbox"/> Première demande	<input type="checkbox"/> Fonctionnement
<input type="checkbox"/> Renouvellement	<input type="checkbox"/> Projet/action

- Pour les demandes de subvention de fonctionnement, veuillez remplir les pages : 2 à 4 et la page 8.
- Pour les demandes pour un projet spécifique, veuillez remplir les pages : 2 à 3 et de 5 à 8.

Le dossier est à accompagner des pièces administratives listées ci-dessous :

Première demande : (cocher les cases des documents joints)

- ☐ Le compte de résultat et le bilan N-1,
- ☐ Le budget prévisionnel,
- ☐ Le compte-rendu de votre dernière AG et les membres de votre bureau,
- ☐ Les statuts de votre association,
- ☐ Un RIB.

Renouvellement : (cocher les cases des documents joints)

- ☐ Le compte de résultat et le bilan N-1,
- ☐ Le budget prévisionnel,
- ☐ Le compte-rendu de votre dernière AG et les membres de votre bureau.
- ☐ Si changement, les nouveaux statuts de votre association,
- ☐ Si changement, le nouveau RIB.

Veuillez le retourner à l'autorité administrative suivante :

	<p>Mairie de Saint-Ismier Le Clos Faure 38330 Saint-Ismier 04-76-52-92-74</p> <p>Affaire suivie par Béatrice DENISE Vie associative association.mairie@saint-ismier.fr</p>
--	--

1. Identification de l'association

1.1. Nom - Dénomination :

1.2. Sigle de l'association :

1.3. Site web :

1.4. Numéro Siret : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

1.5. Adresse du siège social :

Code postal :

Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.6. Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) :

Code postal :

Commune :

Commune déléguée le cas échéant :

1.7. Représentant-e légal-e (personne désignée par les statuts)

Nom :

Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Courriel :

1.8. Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du représentant légal)

Nom :

Prénom :

Fonction :

Téléphone :

Courriel :

2. Relations avec l'administration

Votre association bénéficie-t-elle d'agrément(s) administratif(s)?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, merci de préciser :

Type d'agrément :	attribué par	en date du :

L'association est-elle reconnue d'utilité publique ?

☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de publication au Journal Officiel :

|_|_|_|_|_|_|_|

L'association est-elle assujettie aux impôts commerciaux ?

☐ Oui ☐ Non

3. Rapport annuel d'informations sur l'association

			REPONSES
EFFECTIF ET DOMICILIATION ADHERENTS	Commune	0-18 ans	
		18 et +	
	SIZOV (Bernin/Biviers/Montbonnot/Saint-Nazaire-les-Eymes)	0-18 ans	
		18 et +	
	Hors Commune et SIZOV	0-18 ans	
		18 et +	
MEMBRES ACTIFS	Nbre	Bénévoles	
		Employés	
RESSOURCES	Montant Côtisation	Saint-Ismier	
		Extérieur	
	Tarifs moyen activités ou cours	Saint-Ismier	
		Extérieur	
AVANTAGE EN NATURE	Avantage en nature	Coût des salles	
Implication Vie locale	Nbre évènements locaux	Commune	
		SIZOV	
		Hors commune ou SIZOV	
	Mutualise les locaux et le matériel	oui/non	
	Mutualise actions avec d'autres asso	oui/non	
Valorisation citoyenneté	Accueil personnes porteuses handicap	Nbre	
	Actions et pratiques citoyennes ("vivre ensemble")	ENUMERATION DE QUELQUE EXEMPLES	Ex : fait respecter l'usage des biens communaux, des consignes de sécurité, respect des règles de vie...
	Actions développement durable	ENUMERATION DE QUELQUE EXEMPLES	Ex : engagement à éteindre les salles, surveiller l'usage du chauffage...
Objectifs 2024	Projets (descriptions succinctes)		

4. Budget¹ prévisionnel de l'association

Année 2025 ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation²	0
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil(s) Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil(s) Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc...)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
6531 - Indemnités		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ³			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

Projet n°

¹ Ne pas indiquer les centimes d'euros

² L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais « au pied » du compte de résultat ; voir notice

5. **Projet – Objet de la demande**

Remplir un « rubrique 6 – objet de la demande » (3 pages) par projet

Intitulé :

Objectifs :

Description :

Bénéficiaires : caractéristiques sociales dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

Projet n°

6. Projet – Objet de la demande (suite)

Territoire :

Moyens matériels et humains (voir aussi « CHARGES INDIRECTES REPARTIES » au budget du projet) :

Nombre de personnes

Nombre en ETPT

Bénévoles participants activement à l'action/projet salarié(e)s
Dont CDI
Dont CDD
Dont emplois-aidés ⁴
Volontaires (Services Civiques...)

Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutement pour la mise en œuvre de l'action/projet ?

☐ **oui** ☐ **non** Si oui, combien (en ETPT) :

Date ou période de réalisation : Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date. **Au** Cliquez ou appuyez ici pour entrer une date.

Évaluation : indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus

⁴ Sont comptabilisés comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques : contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adultes-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc ...

Projet n°

7. Budget⁵ du projet

Année 20..... ou exercice du au

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation⁶	0
61 - Services extérieurs	0	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil(s) Régional(aux)	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	0	Conseil(s) Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres			
63 - impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc...)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	0
6531 - Indemnités		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	0	TOTAL DES PRODUITS	0
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE ⁷			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicité de €, objet de la présente de mande représente % du total des produits du projet (montant sollicité/total du budget) x 100

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice

8. Attestations

Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.

Je soussigné(e), (nom, prénom) :

représentant(e) légal(e) de l'association :

Si le signataire n'est pas le représentant statutaire ou légal de l'association, joindre le pouvoir ou mandat (portant les deux signatures : celle du représentant légal et celle de la personne qui va le représenter) lui permettant d'engager celle-ci⁸

Déclare :

- que l'association est à jour de ses obligations administratives⁹, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondant) ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la [Charte des engagements réciproques](#) conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux, et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières, -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)¹⁰ ;
 - ☐ inférieur ou égal 500 000 euros
 - ☐ supérieur à 500 000 euros
- demander une subvention de :
 € au titre de l'année ou exercice 20
- Que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association (joindre un RIB).

Fait, le

à

⁸ « Le mandat ou procuration est un acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. Le contrat ne se forme que par l'acceptation de mandataire. Article 1984 du code civil »

⁹ Déclaration de changements de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations – préfecture ou Sous-préfecture.

¹⁰ Conformément à la circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 140/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.